

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2007 ET LES VIOLENCES URBAINES DE 2005 DANS LES ZONES URBAINES SENSIBLES FRANÇAISES

Christine Fauvelle-Aymar (LAEP Université Paris 1),
Abel François (LaRGE Université de Strasbourg et dep. SES, Telecom ParisTech),
et Patricia Vornetti (LAEP Université Paris 1)

1. Introduction : les enjeux de l'analyse du vote dans les ZUS

Bien que le vote soit un acte individuel, il est en même temps fortement influencé par le contexte dans lequel l'électeur fait son choix. Quelles que soient ses caractéristiques propres, qu'il soit jeune ou vieux, diplômé ou non, employé ou chômeur..., l'électeur ne se comporte pas de la même façon selon l'endroit où il vit. La structure démographique, la composition sociale, les conditions économiques, la configuration spatiale, *etc.* qui marquent son environnement influent sur sa décision de participer au scrutin ou non et sur son choix de vote. En ce sens, le comportement électoral est nécessairement territorialisé.

La question de l'influence du territoire sur le vote est cependant souvent absente des études électorales portant sur la France, alors qu'elle était jadis au centre de la discipline (Siegfried 1913). Cette influence est en outre attestée par de nombreux travaux anglo-saxons¹. Par exemple, l'étude de Butler et Stokes (1969) – pour n'en citer qu'une - constatait que les ouvriers britanniques qui habitent dans des circonscriptions de type « classes moyennes » votent moins pour les travaillistes et plus pour les conservateurs que ceux qui résident dans d'autres types de circonscription. Dans le cas français, les travaux de Braconnier et Dormagen (2007) et ceux menés en géographie électorale (Badariotti et Bussi 2004) mettent très clairement en avant l'intérêt de l'analyse écologique pour une meilleure compréhension des comportements électoraux.

Les territoires que nous avons choisis d'analyser dans cet article² sont ceux que la géographie d'intervention de la politique publique de la ville identifie comme des Zones Urbaines Sensibles (ZUS). Créées en 1996, ces zones sont définies par la loi comme étant "caractérisées par la présence de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé et par un déséquilibre accentué entre l'habitat et l'emploi". Environ 8% de la population vit aujourd'hui dans les 751 ZUS françaises. Les particularités de ces territoires en font un terrain de choix pour une analyse écologique des comportements politiques. Leurs habitants connaissent notamment des

¹ Cf. Fauvelle-Aymar et François (2006) pour une recension de cette littérature et Darmofal (2006) pour une présentation des travaux sur données agrégées concernant la participation électorale.

² Et qui ont fait l'objet de plusieurs études des auteurs – Cf. Fauvelle-Aymar, François et Vornetti, 2005 et 2006.

conditions socio-économiques très difficiles : au dernier recensement (1999)³, le chômage touchait plus d'un actif sur quatre dans les ZUS (soit quasiment le double de la moyenne nationale) ; plus d'un adulte sur trois était sans diplôme (contre un sur cinq au plan national) ; près d'une famille sur quatre était monoparentale (soit presque le double de la proportion nationale), *etc.* Plus conjoncturellement, ces territoires se sont distingués à l'automne 2005 en étant le théâtre de violences urbaines. Suite à ces événements, plusieurs associations ont lancé des appels à l'inscription sur les listes électorales – singulièrement défailante dans les quartiers déshérités⁴ -, en prévision de la présidentielle de 2007. Ce contexte a contribué à faire de la question des banlieues l'une des "*issues*" de l'élection présidentielle de 2007.

L'analyse des résultats de l'élection présidentielle de 2007 dans les ZUS apparaît dès lors particulièrement pertinente. Après avoir présenté le champ de l'étude (section 2), on mènera cette analyse en examinant successivement l'abstention (section 3) et les choix exprimés (section 4) et en comparant les résultats observés à ceux relevés à l'occasion d'autres élections (à savoir la présidentielle précédente ainsi que les législatives de 2002 et de 2007). On cherchera ensuite à cerner l'influence de l'épisode émeutier de 2005 sur les résultats de la présidentielle qui a suivi (section 5). Les conclusions seront tirées dans une dernière section.

2. Champ de l'étude

La principale difficulté de l'analyse du vote dans les ZUS provient du fait que la délimitation spatiale des ZUS ne correspond pas aux découpages électoraux. Il a donc fallu procéder à un travail préalable de reconstitution des résultats des élections dans ces espaces.

2.1. Identification des résultats électoraux dans les ZUS

Le niveau le plus fin auquel les résultats électoraux sont disponibles est celui des bureaux de vote. La définition et la gestion de ces derniers sont du ressort des communes. Il s'agit pour l'essentiel d'une gestion technique par les services municipaux. La délimitation des bureaux de vote ne revêt pas d'enjeux politiques dans la mesure où tout redécoupage doit se faire dans les limites existantes des cantons et des circonscriptions législatives.

Les enjeux du classement en ZUS d'une partie du territoire d'une commune sont d'un tout autre ordre étant donné qu'il ouvre droit à la mise en œuvre de mesures publiques spécifiques dans les quartiers concernés (exonérations fiscales, dispositifs renforcés d'aide à l'emploi ou à la création d'entreprise...) et à une majoration des dotations de l'Etat reçues par la commune. La délimitation géographique des ZUS a été le fruit de négociations intenses entre les acteurs

³ Ce sont les données les plus récentes qui soient disponibles au niveau des ZUS.

⁴ Voir notamment Pan Ké Shon (2004) qui montre que les différences de comportement en matière d'inscription électorale sont imputables aux caractéristiques individuelles des habitants de ces quartiers.

municipaux et les administrations centrales de l'État. Elles ont débouché sur des tracés parfois très simples et cohérents (Figure 1), parfois beaucoup moins (Figure 2).

Figure 1 around here

Figure 2 around here

La délimitation spatiale des ZUS est donc sans rapport avec les découpages électoraux retenus par les communes⁵. Pour pouvoir donner une réalité électorale aux ZUS, il a donc fallu identifier les bureaux de vote des communes dans lesquels sont inscrits leurs habitants.

Les bureaux de vote de chaque commune comportant une ZUS peuvent être de trois types. Ils peuvent être

- composés exclusivement d'inscrits résidant dans la ZUS – bureaux de vote de type BI,
- composés exclusivement d'inscrits résidant hors de la ZUS – bureaux de type BE,
- composés d'habitants de la ZUS et d'habitants hors ZUS – bureaux de type BM.

La représentation schématique suivante (Figure 3) permet de mieux comprendre cette partition des bureaux de vote.

Figure 3 around here

Les résultats électoraux qui peuvent être considérés comme étant imputables aux habitants des ZUS sont alors ceux qui sont observés dans les bureaux BI. Le rapprochement de ces résultats avec ceux relevés dans les bureaux BE permet de situer électoralement les ZUS par rapport à leurs communes d'appartenance. Les bureaux « mixtes » (bureaux BM) doivent quant à eux être exclus de l'analyse puisqu'ils mélangent des électeurs résidant en et hors ZUS.

2.2.L'échantillon de ZUS considéré

L'échantillon a été constitué par tirage aléatoire parmi les ZUS de plus de 1800 habitants (soit, au recensement de 1999, 613 ZUS sur les 751 ZUS françaises). Le tirage s'est effectué sur un classement par commune et toutes les ZUS de chaque commune tirée ont été intégrées dans l'échantillon. La sélection comprenait alors près de 250 ZUS. Le traitement des bureaux de vote a conduit à en écarter environ 1/5^{ème}. Au final, l'échantillon d'étude se compose de 196 ZUS (soit plus de 30% de l'ensemble des ZUS de la même strate démographique) appartenant à 108 communes, ce qui représente un total de 576 bureaux de vote entièrement situés en ZUS⁶.

⁵ Il peut même arriver qu'une ZUS soit située sur plusieurs communes. Ce cas s'observe par exemple pour la ZUS Hauts de Garonne – Bastide qui s'étend sur quatre communes de la Gironde (Bordeaux, Cenon, Floirac et Lormont), ZUS dont le contour est représenté sur la figure 2.

⁶ La liste des villes et des ZUS formant notre échantillon est disponible à l'adresse suivante : <http://ses.telecom-paristech.fr/francois/supports/listeZUS.pdf>

2.3. Les élections prises en compte

L'analyse des comportements électoraux dans les ZUS est centrée sur la présidentielle 2007. Mais, pour en saisir les tendances lourdes, on mènera une double comparaison : comparaison avec un autre type d'élection d'une part (à savoir les législatives) et comparaison dans le temps (avec l'épisode électoral de 2002, législatives et présidentielle).

L'analyse comparative complète (i.e. qui porte sur ces quatre scrutins) ne sera toutefois faite que pour l'abstention. Le rapprochement des résultats des élections présidentielles et législatives est en effet délicat quand il s'agit des choix exprimés. En effet, les élections législatives, contrairement aux présidentielles, confrontent les électeurs à une offre politique différente selon la circonscription dans laquelle ils votent. Le nombre et l'affiliation partisane des candidats en présence sont très variables d'une circonscription à l'autre. En outre, d'un scrutin législatif à l'autre, la définition des familles politiques est instable et les coalitions de partis changent. Les comparaisons entre territoires ou entre élections des choix exprimés lors d'une élection législative sont ainsi difficilement interprétables.

3. L'abstention dans les ZUS

Au plan national, l'épisode électoral de 2007 a été marqué par une mobilisation accrue à la présidentielle - par rapport à 2002 - puis par un repli de la participation aux législatives. On commencera par voir si l'abstention dans les ZUS a connu le même mouvement. Puis on cherchera à évaluer les divergences, en niveau et en tendance, entre les ZUS et le reste des communes dans lesquelles elles se situent.

3.1. De la présidentielle 2002 à la présidentielle 2007

Le sursaut de mobilisation lors de la dernière élection présidentielle a été particulièrement net dans les banlieues. Par rapport à 2002 en effet, non seulement l'abstention a chuté dans les ZUS - de plus de 15 points de pourcentage au 1^{er} tour et de près de 6 points au 2nd -, mais elle a davantage reculé qu'au niveau national. Le différentiel d'abstention entre les ZUS et l'ensemble du territoire s'est donc réduit de 2002 à 2007, mais il reste supérieur à 4 points de pourcentage au 1^{er} comme au 2nd tour ([tableau 1](#)).

On notera cependant que la dispersion relative des taux d'abstention dans les ZUS⁷ est plus forte en 2007 qu'en 2002, notamment au 1^{er} tour (les taux d'abstention dans les ZUS s'écartent en moyenne les uns des autres de 25% du taux moyen en 2007 contre 16% en 2002). Il semblerait ainsi que les abstentionnistes de 2002 ne se soient pas mobilisés en 2007 dans les mêmes proportions dans les différentes ZUS. La participation a certes progressé quasiment partout (dans plus de 95% des ZUS de l'échantillon). Mais les écarts varient assez nettement d'une ZUS à

⁷ mesurée par le coefficient de variation

l'autre, le regain de participation pouvant aller jusqu'à 28 points de pourcentage entre les deux 1^{ers} tours et jusqu'à 18 points entre les deux 2^{nds}.

[Tableau 1](#) around here

3.2. De la présidentielle 2007 aux législatives 2007

Deux éléments ressortent de la comparaison des deux types d'élections qui se sont tenues en 2007 ([tableau 1](#)).

Premièrement, l'élection présidentielle a beaucoup plus mobilisé dans les ZUS que les législatives. L'écart d'abstention entre le 1^{er} tour de la présidentielle et le 1^{er} tour des législatives est ainsi en moyenne de 29 points de pourcentage. Par ailleurs, la désaffection des urnes lors du scrutin législatif est beaucoup plus prononcée dans les ZUS que sur l'ensemble du territoire ; l'écart entre les ZUS et le niveau national en matière d'abstention s'est donc creusé entre la présidentielle et les législatives.

Deuxièmement, l'abstention dans les ZUS évolue très peu entre les tours de chaque élection (-0,3 entre les deux tours de la présidentielle, +0,4 entre ceux des législatives).

Les deux éléments mis ici en évidence (une mobilisation électorale plus importante à la présidentielle qu'aux législatives et une différence plus marquée entre les types d'élection qu'entre les tours de chaque élection) sont des résultats classiques de l'analyse électorale. En ce sens, le comportement des électeurs des ZUS en matière d'abstention ne se démarque pas des comportements généralement observés, même si, en niveau, les différences sont nettes.

Le constat d'un comportement différencié selon le type d'élection est renforcé par l'examen de l'évolution de la mobilisation entre 2002 et 2007 à l'aide du calcul des "rapports de cotes" ("*odds ratios*") de la participation électorale en 2007 par rapport à 2002 ([tableau 2](#))⁸. Il n'y a en effet que pour le 1^{er} tour de l'élection présidentielle que les chances qu'un électeur inscrit en ZUS aille voter sont augmentées en 2007 par rapport à 2002.

[Tableau 2](#) around here

Le regain de mobilisation dans les ZUS pour la présidentielle 2007 ne s'est donc pas confirmé à l'occasion des législatives qui ont suivi. Le constat que l'on peut tirer sur la présidentielle 2007

⁸ L'*odds ratio* (OR) est issu de la comparaison de l'occurrence d'un certain phénomène (ici, la participation) dans deux groupes ou, comme ici, à deux moments différents (en 2002 et en 2007). Il se définit par $OR = \frac{p_1 / (1 - p_1)}{p_2 / (1 - p_2)} = \frac{p_1(1 - p_2)}{p_2(1 - p_1)}$, avec p_1 le taux de participation des inscrits en ZUS en 2007 et p_2 celui observé en 2002.

Si l'OR est égal à 1, cela signifie que les chances que les électeurs des ZUS se rendent aux urnes sont les mêmes en 2002 et en 2007. S'il est inférieur (respectivement supérieur) à 1, cela signifie que les inscrits en ZUS ont moins (resp. plus) de chances d'aller voter en 2007 qu'en 2002.

d'une abstention dans les ZUS qui se rapproche de la moyenne nationale ne permet donc pas de soutenir la thèse d'une convergence des comportements des électeurs des ZUS avec ceux des habitants d'autres territoires. Il semble plutôt que ce soient les particularités de l'élection présidentielle de 2007 qui aient ramené aux urnes les électeurs des ZUS.

3.3. Les ZUS et leurs communes

Les développements précédents ont montré que, tant par les niveaux d'abstention qu'elles connaissent que par leur évolution, les ZUS se distinguent de la moyenne nationale. Se démarquent-elles de la même façon des territoires dans lesquels elles s'insèrent ? Pour le savoir, on va s'intéresser aux écarts entre les taux d'abstention enregistrés dans chaque ZUS et ceux constatés dans le reste de sa commune. L'intérêt de ce type de calcul est de neutraliser l'éventuelle influence de facteurs communaux (qui joueraient dans la ZUS comme dans le reste de la commune). Les résultats sont donnés dans le [tableau 3](#).

Tableau 3 around here

Quel que soit le scrutin, les électeurs des ZUS sont, dans leur ensemble, plus abstentionnistes que les autres électeurs de leurs communes (écart de 7-8 points pour les législatives, de 4-5 points pour les présidentielles). On notera le niveau élevé des écarts positifs maximaux ; le taux d'abstention dans une ZUS peut ainsi être supérieur de plus de 40 points à celui observé dans le reste de la commune (aux législatives 2007). Les ZUS se distinguent ainsi électoralement des territoires auxquels elles appartiennent.

Le calcul des "rapports de cotes" ("*odds ratios*") de la participation en ZUS pour les différentes élections étudiées confirme cette propension à l'abstention plus forte des électeurs inscrits en ZUS. Les *odds ratios* sont en effet tous significativement inférieurs à 1, traduisant le fait que les électeurs des ZUS ont davantage de chances de s'abstenir que les autres électeurs de leurs communes. On notera cependant que les différences de comportement sont moins importantes pour les présidentielles que pour les législatives.

4. Les choix exprimés aux présidentielles

Pour les raisons exposées *supra* (§ 2.3), seuls seront considérés les choix de vote exprimés aux présidentielles. On dégagera d'abord les grandes tendances du vote des habitants des ZUS à l'élection présidentielle de 2007, avant d'identifier les évolutions intervenues entre 2002 et 2007. On terminera en cherchant à situer les ZUS, en termes électoraux, par rapport à leurs communes.

4.1. Les scores des familles politiques dans les ZUS à la présidentielle 2007

Au 1^{er} tour de la présidentielle 2007, la gauche arrive nettement en tête dans les ZUS. Elle totalise plus de 40% des suffrages exprimés et devance la droite de quasiment 20 points de pourcentage.

Le centre vient ensuite (avec 15% des voix des ZUS), suivi de l'extrême droite (à 10%). L'extrême gauche est la famille politique qui recueille le moins de suffrages dans les ZUS ([tableau 4](#)). Les électeurs des ZUS ont, semble-t-il, répondu aux appels au "vote utile" en concentrant leurs suffrages sur les principaux candidats des deux partis dominants, S. Royal et N. Sarkozy cumulant à eux seuls plus de 60% des voix.

[Tableau 4](#) around here

Au 2nd tour, S. Royal conserve très largement la tête dans les ZUS en recueillant les suffrages de plus de 3 électeurs sur 5. On notera que son score est très supérieur (de plus de 10 points) à la somme de ceux de la gauche et de l'extrême gauche au 1^{er} tour. Ce surplus de voix provient vraisemblablement du report d'une partie des suffrages obtenus par F. Bayrou au 1^{er} tour. En faisant l'hypothèse d'un report parfait des voix de chaque côté de l'échiquier politique, c'est-à-dire des voix de gauche et d'extrême gauche sur la candidate socialiste et des voix de droite et d'extrême droite sur le candidat de l'UMP, les suffrages du candidat centriste se seraient ainsi reportés pour plus des $\frac{3}{4}$ sur la candidate de la gauche.

4.2.L'évolution des choix de vote par rapport à la présidentielle précédente

Au plan national, la présidentielle 2007 a été principalement marquée, par rapport à la précédente, par trois évolutions : la mise en œuvre de stratégies de "vote utile" qui a conduit à l'effondrement des petits candidats, la percée de F. Bayrou et le recul de l'extrême droite. Ces évolutions s'observent également dans les ZUS de notre échantillon ([tableau 5](#))⁹.

[Tableau 5](#) around here

Dans les ZUS comme dans l'ensemble du territoire, le centre, incarné par F. Bayrou, augmente son score de plus de 10 points de pourcentage et les extrêmes, gauche et droite, reculent nettement (de 3-4 points pour l'extrême gauche et de 9-10 points pour l'extrême droite)¹⁰. Dans les ZUS comme ailleurs, la droite gagne des points tandis que la gauche régresse. Cependant, alors qu'au plan national, la progression de la droite est du même ordre que le recul de la gauche (autour de 3 points de pourcentage), dans les ZUS, la droite améliore plus fortement son score que la gauche ne dégrade le sien.

⁹ La comparaison ne porte ici que sur le 1^{er} tour étant donnée la particularité du 2nd tour de l'élection présidentielle de 2002, qui opposait un candidat de droite (J. Chirac) à un candidat d'extrême droite (J.-M. Le Pen).

¹⁰ Le calcul des *odds ratios* des choix des électeurs des ZUS en 2007 par rapport à 2002 confirme ces évolutions :

	Extrême G	Gauche	Centre	Droite	Extrême D
OR 2007/2002	0,67	1,01	3,35	1,16	0,48

Ainsi, un électeur inscrit en ZUS a plus de 3 fois plus de chances de voter au centre en 2007 qu'en 2002 et moitié moins de chances de voter à l'extrême droite.

4.3. Les ZUS et leurs communes

Le [tableau 6](#) compare les scores moyens des différents candidats à l'élection présidentielle 2007 dans les ZUS à ceux qu'ils ont obtenus dans le reste de leurs communes d'appartenance.

[Tableau 6](#) around here

On commencera par noter que les scores relevés dans le reste des communes d'appartenance des ZUS ne se conforment pas aux moyennes nationales¹¹. Les ZUS appartiennent à des communes dont les électeurs votent davantage pour la gauche et moins pour la droite que l'électeur français moyen. Les électeurs des ZUS se démarquent à leur tour des autres électeurs de leurs communes. La gauche fait ainsi beaucoup mieux dans les ZUS que dans le reste de leurs communes et la droite beaucoup moins bien, avec un écart moyen, dans les deux cas, de l'ordre de 8 points de pourcentage au 1^{er} tour de la présidentielle 2007 et de près de 10 au 2nd. Les extrêmes gagnent également des voix dans les ZUS (+1,5 point pour l'extrême gauche comme pour l'extrême droite) aux dépens du centre (-4 points environ). Le calcul des "odds ratios" fait clairement apparaître ce moindre attrait que les candidats de la droite et du centre exercent sur les électeurs des ZUS par rapport aux autres électeurs de leurs communes¹².

Le vote dans les ZUS n'est pas pour autant déconnecté de celui de leurs communes d'appartenance. Ainsi, les ZUS qui votent le plus aux extrêmes (droite ou gauche) appartiennent à des communes qui votent également plus aux extrêmes et c'est pour ce vote aux extrêmes que s'observent les plus fortes corrélations ([tableau 7](#)). Par ailleurs, plus le vote pour la gauche est important dans le reste de la commune, plus la ZUS vote également pour la gauche, mais moins elle vote pour la droite et l'extrême droite. Le vote centriste dans les ZUS est, lui, négativement corrélé au vote d'extrême droite dans le reste de la commune, c'est-à-dire que le score réalisé par le centre dans une ZUS est d'autant moins élevé qu'est important celui que l'extrême droite obtient dans le reste de la commune.

[Tableau 7](#) around here

Enfin, s'agissant de l'évolution entre les présidentielles de 2002 et 2007 des divergences de choix électoraux entre les habitants des ZUS et ceux du reste de leurs communes, on constate qu'il n'y a que pour le vote en faveur de la gauche qu'elles se sont accentuées (dernière colonne du [tableau 6](#)). La gauche a davantage régressé dans le reste des communes d'appartenance que dans les ZUS, si bien que l'écart s'est creusé (de plus de 4 points). A l'inverse, les scores obtenus par la droite

¹¹ Voir le [tableau 4](#) pour les scores nationaux.

¹² La comparaison des choix de vote des habitants des ZUS avec ceux des électeurs qui résident dans le reste de la commune débouche sur les mêmes conclusions pour les législatives de 2007. Les réserves exposées supra (§ 2.3.) ne s'appliquent pas ici, étant donné que les deux types d'électeurs sont confrontés à la même offre politique.

dans les ZUS se sont, en moyenne, rapprochés de ceux qu'elle réalise dans le reste des communes d'appartenance, la droite ayant moins progressé dans les ZUS que dans le reste des communes d'appartenance. Pour les trois autres familles politiques, les écarts n'ont quasiment pas varié entre 2002 et 2007.

5. La présidentielle 2007 dans les ZUS et les émeutes urbaines de 2005

Les zones urbaines sensibles ont été le terrain privilégié de l'épisode émeutier que la France a connu fin 2005. Ces événements ont stimulé le lancement de campagnes de mobilisation électorale par des associations oeuvrant dans les quartiers difficiles et ont contribué à l'inscription de la question des banlieues à l'agenda électoral de 2007. Il paraît dès lors légitime de se demander si les émeutes de 2005 ont effectivement influencé les comportements électoraux dans les ZUS dans lesquelles elles se sont déroulées.

L'étude proposée ici des relations entre les résultats de la présidentielle 2007 et les violences urbaines de 2005 dans les ZUS est conduite en utilisant la technique statistique inférentielle de la régression linéaire. On en présentera les conclusions après avoir décrit la mesure des violences urbaines et la méthodologie utilisées.

5.1. Méthodologie

Les violences urbaines de la fin 2005 sont mesurées en utilisant le comptage effectué par la direction générale de la police nationale dans les ZUS sur la période allant du 27 octobre au 20 novembre 2005. Trois types de faits de violence sont recensés :

- les véhicules brûlés,
- les dégradations de biens publics,
- les dégradations de biens privés.

On considérera que la somme de ces trois catégories constitue les "violences urbaines".

Dans les ZUS de notre échantillon pour lesquelles ces données sont disponibles¹³, les véhicules brûlés ont représenté la plus grande part des incidents constatés (72%), les dégradations de biens privés environ 15% et les dégradations de biens publics un peu moins de 12%.

Nous avons également utilisé un indicateur de l'intensité de l'épisode émeutier, défini pour chaque ZUS, comme la part des violences urbaines de l'automne dans l'ensemble des faits de délinquance dite "expressive" de l'année 2005¹⁴.

¹³ Soit 156 ZUS

¹⁴ Les faits de délinquance "expressive" regroupent les actes délictueux qui ne visent pas l'appropriation des biens d'autrui mais qui consistent en leur détérioration ou en des atteintes à des personnes symbolisant l'autorité. Ils sont recensés par les services de police et de gendarmerie dans un tableau statistique appelé "état 4001". Il convient de noter que l'indicateur de l'intensité des émeutes que nous avons construit constitue une mesure approximative étant donné que l'éventail de faits pris en compte comme relevant de la délinquance "expressive" n'est pas le même que celui qui correspond aux violences urbaines.

La méthode d'analyse choisie consiste à régresser¹⁵ chaque variable électorale observée au 1^{er} tour de 2007 (taux de participation et scores des familles politiques) sur deux autres variables, à savoir la même variable électorale mais observée au 1^{er} tour de l'élection précédente et l'un des indicateurs des violences urbaines (i.e. l'une des catégories de faits considérées ou l'ensemble, exprimés en taux pour 1000 habitants, et l'indicateur de l'intensité des émeutes). Cette approche, à la fois robuste et simple, s'appuie ainsi sur l'hypothèse qu'un certain type de résultat électoral observé au 1^{er} tour de la présidentielle 2007 s'explique essentiellement par le même type de résultat observé au 1^{er} tour de l'élection présidentielle précédente d'une part, et par le niveau des violences urbaines de 2005 d'autre part. La prise en compte, dans l'équation à estimer, de la valeur retardée de la variable endogène permet de capter l'influence des déterminants structurels des comportements électoraux, déterminants dont les effets varient donc peu d'une élection à l'autre. Elle évite ainsi d'avoir à intégrer l'ensemble des facteurs susceptibles de jouer un rôle dans les choix électoraux.

Il convient de souligner que notre analyse porte sur des données agrégées (par ZUS) et non sur des données individuelles. Cette caractéristique entraîne une conséquence forte quant à l'interprétation des résultats. Elle interdit en effet de tirer de quelconques conclusions sur les comportements individuels. Les relations mises en évidence sont des relations entre des masses, par exemple entre le taux de participation enregistré dans une ZUS d'un côté et le taux d'un certain type de délinquance relevé dans la même ZUS de l'autre. Mais rien ne peut être dit concernant les relations entre les observations composant ces masses. Si, par exemple, le taux de participation électorale est négativement lié à celui des incendies de véhicules, on ne peut nullement en inférer que les auteurs de ce type d'infraction s'abstiennent davantage que les autres¹⁶. La relation signifie simplement que, dans les ZUS, le taux de participation est d'autant plus faible que le taux de véhicules brûlés y est plus élevé.

La pertinence des résultats des estimations est par ailleurs conditionnée par celle que l'on reconnaît aux indicateurs de violences urbaines utilisés. Les statistiques policières se prêtent en effet à un certain nombre de critiques, notamment liées au fait qu'elles mesurent aussi l'activité policière¹⁷.

5.2. L'effet des émeutes de 2005 sur les choix à la présidentielle 2007

Les résultats des régressions effectuées figurent dans le tableau 8.

¹⁵ par la technique des moindres carrés ordinaires

¹⁶ Cette interprétation consistant à prêter aux membres d'un groupe les caractéristiques observées sur l'ensemble du groupe constitue ce que l'on appelle l'*ecological fallacy*.

¹⁷ Pour une discussion des problèmes posés par la mesure de la criminalité, voir notamment Bauer (2006).

Tableau 8 around here

La participation à la présidentielle 2007 dans les ZUS ne semble pas avoir été affectée par le niveau d'ensemble des violences urbaines de la fin 2005, même si le taux de dégradations de biens privés se révèle avoir un effet négatif significatif (l'abstention lors des présidentielles de 2007 a été plus forte dans les ZUS dans lesquelles les émeutes ont conduit à davantage de dégradations de biens privés). L'intensité de l'épisode de l'automne 2005 a en revanche eu un impact, positif cette fois, sur la participation. Là où l'éruption de violence a été particulièrement forte (par rapport au niveau de délinquance que la ZUS connaît habituellement), la participation à l'élection présidentielle qui a suivi a, elle aussi, été plus importante.

Ce renforcement de la participation dans les ZUS dans lesquelles l'épisode émeutier a été le plus intense n'a pas profité à l'extrême droite, tout au contraire. L'extrême droite a en effet enregistré des scores plus faibles dans les ZUS dans lesquelles l'épisode de l'automne a concentré une plus grande part des incidents de l'année 2005 et c'est la seule famille politique dont les scores ont été affectés par l'intensité relative des violences urbaines de la fin 2005. Elle a également pâti d'un niveau absolu plus élevé des violences de l'automne (en particulier d'un plus fort taux de véhicules brûlés). A l'inverse, la gauche a fait mieux dans les ZUS qui ont connu les niveaux de violences urbaines les plus importants. Les scores de l'extrême gauche n'ont, quant à eux, pas été influencés par les violences urbaines, quel que soit l'indicateur utilisé. Ceux de la droite n'ont pas non plus été affectés par le niveau de violences d'ensemble, même s'ils l'ont été négativement par les dégradations visant des biens privés.

6. Conclusions

L'analyse des résultats de la présidentielle de 2007 proposée ici permet de dégager plusieurs faits stylisés concernant les comportements électoraux dans les ZUS. Les deux premières portent sur la participation électorale, les deux suivants sur les choix de vote.

1. Les électeurs des ZUS sont plus abstentionnistes que la moyenne nationale ou que les autres électeurs des communes dans lesquelles ils résident.
2. En matière d'abstention, le comportement des électeurs des ZUS est différencié selon le type d'élection. Ils se mobilisent pour les élections de premier plan que sont les présidentielles, mais ont tendance à se désintéresser d'élections plus locales et moins personnalisées. Cette abstention différenciée selon le type d'élection est un trait commun à l'ensemble des électeurs. Il se manifeste cependant de façon plus prononcée dans les ZUS.
3. Les choix exprimés par les électeurs des ZUS sont clairement orientés à gauche et se portent nettement moins qu'ailleurs sur les candidats de la droite et, dans une moindre mesure, du centre. Ces caractéristiques du vote ZUS se maintiennent quelle que soit l'élection.

4. Les évolutions des choix de vote constatées au plan national à la présidentielle 2007 par rapport à la précédente s'observent également dans les ZUS. On a assisté, dans les ZUS comme ailleurs, à la mise en œuvre de stratégies de "vote utile" qui ont conduit à l'effondrement des petits candidats, à la percée de F. Bayrou et au recul de l'extrême droite.

A bien y regarder, les électeurs des ZUS apparaissent finalement comme des électeurs comme les autres. Les résultats électoraux enregistrés dans les ZUS sont certes particuliers (cf. faits stylisés 1 et 3). Mais les évolutions, d'une élection à l'autre et dans le temps, sont du même type qu'ailleurs (cf. faits 2 et 4). On peut alors penser que les particularités des résultats électoraux relevés dans les ZUS sont surtout le produit de la singularité de ces territoires, qu'elles font écho aux caractéristiques particulières de l'environnement auquel sont confrontés les habitants des ZUS.

L'observation des violences urbaines de la fin 2005 dans les ZUS va dans ce sens. Il semblerait bien que l'épisode émeutier ait eu un impact localisé sur les choix électoraux à la présidentielle qui a suivi. Là où l'explosion de violences a été particulièrement forte par rapport au niveau de délinquance ordinaire dans la ZUS, les électeurs ont été plus nombreux à se rendre aux urnes pour la présidentielle et ils se sont davantage détournés de l'extrême droite.

Les éléments manquent pour pouvoir pousser l'interprétation. Les données sont rares à l'échelle des quartiers déshérités. On ne peut que le déplorer, pour la compréhension du fonctionnement de ces lieux de vie d'une part, mais aussi pour l'analyse des comportements politiques qui pourrait tirer des enseignements intéressants d'une étude fine de ces territoires.

7. Bibliographie

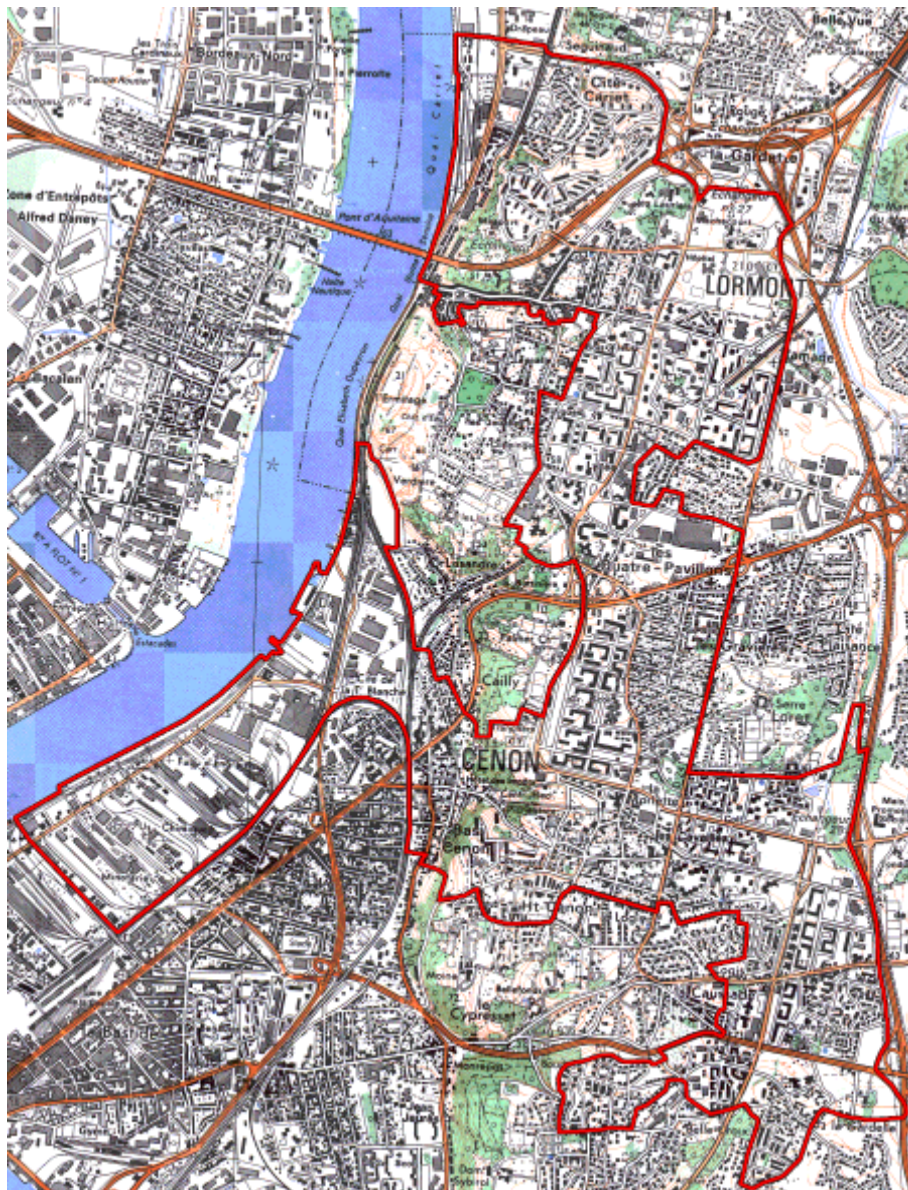
- Badariotti D. et Bussi M. (2004), *Pour une nouvelle géographie du politique*, Paris : Anthropos, coll. Villes-Géographie.
- Bauer A. (2006), *Géographie de la France criminelle*, Paris : Odile Jacob éditeur.
- Braconnier C. et Dormagen, J-Y. (2007), *La démocratie de l'abstention*, Paris : Gallimard (Folio).
- Butler, D. and Stokes D. (1969), *Political Change in Britain*, London: Macmillan (1st edition).
- Darmofal D. (2006), "The Political Geography of Macro-level Turnout in American Political Development", *Political Geography*, 25: 123-150.
- Fauvelle-Aymar C. et François A. (2006), "L'analyse électorale multi-niveau : présentation et application au référendum français de 2005", Communication présentée à la Journée d'étude du GAEL sur 'Le renouveau des analyses contextuelles', Paris, 6 juin 2006.
- C. Fauvelle-Aymar, A. François et P. Vornetti (2005), "Les comportements électoraux dans les ZUS à la présidentielle de 2002 – Les électeurs des ZUS, des électeurs comme les autres", Rapport pour la Délégation Interministérielle à la Ville, oct.

C. Fauvelle-Aymar, A. François et P. Vornetti (2006), "Le vote des ZUS – Analyse des élections municipales de 2001 et comparaison avec la présidentielle de 2002", Rapport pour la Délégation Interministérielle à la Ville, nov.

Pan Ké Shon J-L. (2004), "Déterminants de la non-inscription électorale et quartiers sensibles en France", *Population*, 59(1): 147-160.

Siegfried A. (1913), *Tableau politique de la France de l'Ouest*, Paris : Armand Colin.

Figure 2 : Exemple de définition spatiale complexe d'une ZUS :
ZUS Hauts de Garonne-Bastide (Queyries-Brazza) des communes de Bordeaux, Cénon,
Florac et Lormont



Source : Délégation Interministérielle à la Ville (DIV) ; <http://i.ville.gouv.fr/>

Figure 3 : Schéma de traitement des bureaux de vote

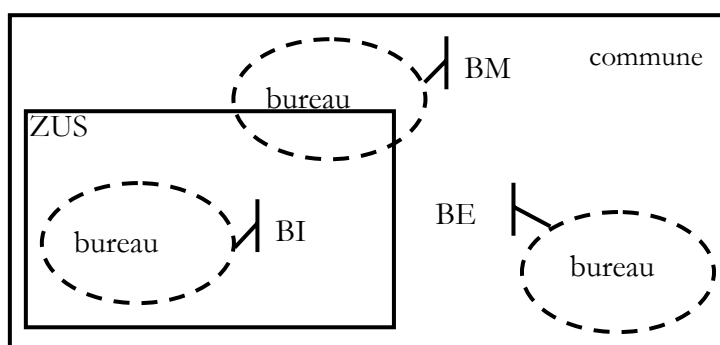


Tableau 1 : Evolution de l'abstention dans les ZUS

	Présidentielles			Législatives	<i>Ecart</i>
	2002	2007	<i>Écart</i> 2007/2002	2007	<i>/présid 2007</i>
1^{er} tour					
Taux moyen*	36,0%	20,8%	-15,2	49,9%	+29,1
Taux minimum	22,7%	12,2%	-10,5	33,7%	+21,5
Taux maximum	64,9%	52,3%	-12,6	86,4%	+34,1
Coefficient de variation	0,159	0,249	+0,09	0,145	-0,104
Ecart ZUS – France (en pts de %)	7,6	4,6	-3,0	10,4	+5,8
2nd tour					
Taux moyen*	26,2%	20,5%	-5,7	50,3%	+29,8
Taux minimum	16,0%	12,6%	-3,4	35,0%	+22,4
Taux maximum	48,2%	46,2%	-2,0	77,8%	+31,6
Coefficient de variation	0,192	0,218	+0,03	0,137	-0,081
Ecart ZUS – France (en pts de %)	5,9	4,5	-1,4	10,3	+5,8

* Les taux moyens indiqués correspondent aux moyennes simples des taux d'abstention relevés dans les ZUS. Compte tenu de la stabilité de la taille (en électeurs inscrits) des bureaux de vote, cette moyenne est très proche de la moyenne pondérée.

Tableau 2 : "Odds ratios" de la participation électorale en 2007 par rapport à 2002

	Législatives		Présidentielles	
	1 ^{er} tour	2 nd tour	1 ^{er} tour	2 nd tour
OR	0,90	0,97	1,24	1,08

Tableau 3 : Abstention ZUS / hors ZUS*

	Législatives		Présidentielles	
	2002	2007	2002	2007
1^{er} tour				
Écart positif max	24,4	43,6	33,1	30,1
Écart négatif max	-8,3	-7,1	-7,7	-5,7
Écart moyen	7,6	7,8	5,3	4,1
Coefficient de variation	0,79	0,85	1,05	1,04
<i>Coef. de corrélation ZUS / hors ZUS**</i>	<i>0,42</i>	<i>0,41</i>	<i>0,35</i>	<i>0,58</i>
"Odds ratios" de la participation en ZUS / hors ZUS	0,84	0,83	0,91	0,93
2nd tour				
Écart positif max	32,8	36,0	23,2	25,1
Écart négatif max	-7,1	-6,7	-6,2	-5,0
Écart moyen	7,0	6,6	4,5	3,7
Coefficient de variation	0,88	0,89	0,98	1,05
<i>Coef. de corrélation ZUS / hors ZUS**</i>	<i>0,47</i>	<i>0,54</i>	<i>0,52</i>	<i>0,52</i>
"Odds ratios" de la participation en ZUS / hors ZUS	0,86	0,85	0,92	0,94

* Les écarts sont calculés en faisant la différence, pour chaque ZUS, entre le taux d'abstention qu'on y a observé et celui relevé dans le reste de la commune.

** Les coefficients de corrélation sont tous significatifs au seuil de 1%.

Tableau 4 : Scores à la présidentielle 2007 dans les ZUS de l'échantillon

En % des suffrages exprimés	ZUS		France	
	1 ^{er} tour	2 nd tour	1 ^{er} tour	2 nd tour
Extrême gauche	8,3		7,1	
Gauche	42,6		29,4	
<i>S. Royal</i>	<i>38,5</i>	<i>62,2</i>	<i>25,9</i>	<i>46,9</i>
Centre	14,8		18,6	
Droite	23,6		34,5	
<i>N. Sarkozy</i>	<i>21,9</i>	<i>37,8</i>	<i>31,2</i>	<i>53,1</i>
Extrême droite	10,6		10,4	

Note : L'extrême gauche rassemble O. Besancenot, J. Bové, A. Laguiller et A. Schivardi ; la gauche M-G. Buffet, S. Royal et D. Voinet ; le centre F. Bayrou ; la droite P.de Villiers, F. Nibous et N. Sarkozy ; l'extrême droite J-M.Le Pen.

Tableau 5 : Scores des familles politiques aux 1^{ers} tours des présidentielles 2002 et 2007

% des suffrages exprimés	ZUS			France		
	2002	2007	Ecart 2007 - 2002	2002	2007	Ecart 2007 - 2002
Extrême gauche	12,2	8,3	-3,8	10,4	7,1	-3,3
Gauche	43,8	42,6	-1,2	32,4	29,4	-3,0
<i>dont candidat PS</i>	21,6	38,5	+16,8	16,2	25,9	+15,0
Centre	4,3	14,8	+10,4	6,8	18,6	+11,8
<i>dont F. Bayrou</i>	4,3	14,8	+10,4	6,8	18,6	+11,8
Droite	19,1	23,6	+4,5	31,1	34,5	+3,4
<i>dont candidat UMP/RPR</i>	14,8	21,9	+7,1	19,9	31,2	+11,3
Extrême droite	20,6	10,6	-9,9	19,2	10,4	-8,8
<i>dont J-M. Le Pen</i>	18,0	10,6	-7,4	16,9	10,4	-6,5

Note : Une diminution du score moyen n'implique pas nécessairement une diminution des suffrages obtenus puisque le nombre de suffrages exprimés a augmenté.

Tableau 6 : Scores en ZUS – hors ZUS à la présidentielle 2007

	ZUS		Hors ZUS		Odds ratios ZUS / hors ZUS*		Evol. / à 2002- des écarts ZUS - hors ZUS**
	1 ^{er} tour	2 nd tour	1 ^{er} tour	2 nd tour	1 ^{er} tour	2 nd tour	
Extrême gauche	8,3		6,7		1,56		-0,5
Gauche	42,6		34,5		1,34		+4,2
<i>S. Royal</i>	38,5	62,2	30,3	50,6		1,30	
Centre	14,8		18,5		0,67		-0,8
Droite	23,6		31,2		0,77		-2,6
<i>N. Sarkozy</i>	21,9	37,8	29,1	49,4		0,72	
Extrême droite	10,6		9,1		1,35		-0,5

* Interprétation des odds ratios : OR > 1 : un électeur inscrit en ZUS a plus de chances de voter pour la famille considérée qu'un électeur inscrit hors ZUS. OR < 1 : un électeur inscrit en ZUS a moins de chances de voter pour la famille considérée qu'un électeur inscrit hors ZUS.

** Il s'agit ici de la variation moyenne, entre les 1^{ers} tours de 2002 et de 2007, de la différence, pour chaque ZUS, entre le score que la famille considérée y a enregistré et celui qu'elle a enregistré dans le reste de la commune d'appartenance.

Tableau 7 : Coefficients de corrélation entre les scores des familles politiques à la présidentielle 2007 dans et hors ZUS

		Scores en ZUS				
		Extrême G	Gauche	Centre	Droite	Extrême D
Scores hors ZUS	Extrême G	+ 0,55	n.s.	n.s.	- 0,35	n.s.
	Gauche	n.s.	+ 0,47	n.s.	- 0,41	- 0,40
	Centre	n.s.	n.s.	+ 0,32	n.s.	n.s.
	Droite	- 0,17	- 0,20	+ 0,17	+ 0,24	n.s.
	Extrême D	n.s.	- 0,30	- 0,50	+ 0,26	+ 0,59

n. s. : non significatif au seuil de 1%

Tableau 8 : Résultats des estimations pour les violences urbaines de l'automne 2005

		<i>Variable électorale considérée (1^{er} tour de la présidentielle 2007)</i>				
		Taux de participation	Score de l'extrême G	Score de la gauche	Score de la droite	Score de l'extrême D
<i>Faits/1000 hbts</i>	Véhicules brûlés	n. s.	n. s.	+ *	n. s.	- ***
	Dégradations de biens publics	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.
	Dégradations de biens privés	- **	n. s.	+ *	- **	n. s.
	Violences urbaines de l'automne 2005	n. s.	n. s.	+ **	n. s.	- ***
<i>Intensité de l'épisode émeutier de 2005</i>		+ ***	n. s.	n. s.	n. s.	- **

n. s. : le coefficient n'est pas significativement différent de zéro.

*Les astérisques indiquent le seuil de significativité du coefficient. *** (resp. ** et *) correspond à un seuil de 1% (resp. 5 et 10%). Les R² varient entre 0,41 (pour le score de l'extrême gauche) et 0,67 (pour celui de la gauche). Le nombre d'observations varie entre 130 et 156 selon la disponibilité des données.*